



Les Masaïs du Kenya revendiquent leurs terres

Les Masaïs du Kenya exercent une pression croissante sur leur gouvernement pour récupérer leurs terres ancestrales, confisquées en 1904 par les colons britanniques, et ont demandé jeudi (26 août) aux autorités plus de 600 millions de dollars de compensations financières.

Mais les tensions au Kenya sont très différentes de celles au Zimbabwe et loin de la crise que traverse ce pays d'Afrique australe. Le président zimbabwéen, Robert Mugabe, a imposé en 2000, par la violence, une réforme agraire controversée en vue de redistribuer à la majorité noire les terres fertiles de la minorité blanche, provoquant une chute dramatique de la production agricole.

Au Kenya, ancienne colonie britannique comme le Zimbabwe, la majorité des terres revendiquées par les Masaïs sont actuellement occupées par des Kényans noirs d'autres ethnies, qui ont pris à l'indépendance en 1963 la succession des colons "blancs", dont seule une minorité est restée au Kenya.

La Grande-Bretagne avait signé en 1904 un accord avec les Masaïs, selon lequel les Britanniques disposeraient gratuitement jusqu'en 2004 d'environ un million d'hectares de terres. Mais cet accord est arrivé à expiration le 15 août, déclenchant les revendications actuelles.

Les Masaïs, l'une des principales tribus du Kenya et la plus connue à l'étranger, réclament la restitution de ces terres, à l'exception de celles qui depuis ont été distribuées légalement par le gouvernement kényan à des fermiers d'autres ethnies, après le départ de nombreux colons britanniques au moment de l'indépendance.

Pour ces terres, les Masaïs réclament 617 millions de dollars (510 millions d'euros).

"Nous n'allons pas abandonner notre terre, mais nous sommes prêts à négocier des compensations pour les terres que le gouvernement a allouées après l'indépendance" du Kenya, a déclaré à l'AFP un responsable masai, William Ole Ntimama, interrogé à Nairobi.

Après l'indépendance, les Masaïs, qui vivent de l'élevage et ont un mode de vie nomade, avaient été exclus de cette distribution de terres, qui avaient été allouées à des ethnies souvent proches du pouvoir, notamment les Kikuyus.

"Le montant des compensations est négociable, mais ce serait autour de 50 milliards de shillings kényans (environ 617 millions de dollars, 510 millions d'euros)", a poursuivi William Ole Ntimama.

Cette demande de redistribution des terres a vite échauffé les esprits. Mardi, la police a ainsi violemment réprimé à Nairobi une manifestation interdite de Masaïs demandant la restitution de leurs terres occupées selon eux illégalement.

Pendant le week-end, un Masai avait été tué par la police dans le centre du Kenya parce qu'il avait voulu faire paître son troupeau sur des terres qu'il revendiquait mais qui appartenaient à un grand propriétaire blanc.

Depuis le 13 août, au moins 104 personnes ont été arrêtées pour des actions illégales concernant les terres, selon le ministre kényan des Terres et de la Propriété foncière, Amos Kimunya.

La semaine dernière, le gouvernement s'était montré ferme, le ministre des Terres estimant que le traité a été "dépassé par les événements" et que "tous les problèmes liés à la terre ont été résolus par l'indépendance du Kenya en 1963".

Le réseau rassemblant les organisations de défense des droits de l'Homme au Kenya, Kenya Human Rights Network (KHRN), a toutefois appelé les autorités à dialoguer avec les Masaïs, se proposant pour assurer la médiation.

"Le problème Masai n'est que le symptôme d'un problème plus important de distribution des terres. Il s'agit d'une bombe à retardement qui n'attend plus qu'à exploser", a averti, dans un entretien avec l'AFP, Kang'ethe Mungai, un des responsables du KHRN.

(Source : AFP)